



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 19 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIBRANTZ FRANCE

43 rue Jeanne d'Arc
52115 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2023 dans l'établissement VIBRANTZ FRANCE implanté 43 rue Jeanne d'Arc 52115 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 16 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle de l'établissement a eu pour objectif de vérifier le respect des évolutions réglementaires dites "Post Lubrizol" dans les établissements Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIBRANTZ FRANCE
- 43 rue Jeanne d'Arc 52115 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société VIBRANTZ (ex FERRO France) exploite une unité de fabrication d'émaux pour métaux, verres et céramiques à Saint-Dizier.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le projet de diminution des outils de production de l'établissement à l'horizon début de l'année 2024.

Ces modifications significatives sont susceptibles de supprimer le statut Seveso seuil bas de l'établissement pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubrique 4510) et le statut IED (rubrique 3340) pour la fusion de matières minérales.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2010, article 7.3.3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Equipements à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
5	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet
6	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 2	Sans objet
8	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 20/04/2010, article 7.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société VIBRANTZ doit, notamment, formaliser la maintenance et la périodicité des essais pour certains équipements utilisés comme moyens de lutte contre l'incendie et/ou de dispositifs de prévention des pollutions accidentelles (essai de mise en œuvre des bâches, dispositif d'isolement du réseau de collecte).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre sous la forme d'un logiciel de gestion numérique où sont recensés les stocks des matières et produits présents sur le site. Les données sont disponibles par tout temps et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

<p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Dans tous les bâtiments et ateliers de l'établissement, des consignes d'exploitation et de sécurité sont présentes.</p> <p>L'inspection a procédé à l'interview des personnels de production présents dans la salle de contrôle du bâtiment n°7 sur la connaissance des consignes d'exploitation et de sécurité. Ce point n'amène pas d'observations particulières de la part du service de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Equipements à l'arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements à l'arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...). Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prévoit au début de l'année 2024, l'arrêt de certains outils de production (broyeur, fours, ...) et des éventuels équipements et/ou stockages associés à ces fabrications (stockage d'oxyde de cuivre, oxyde de zinc, oxygène, ...).</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartiendra à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées par l'article 64 de l'arrêté du 04 octobre 2010 en intégrant dans le porter à connaissance prévu à l'article R.181-46-II, tous les éléments d'appréciation sur le respect de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure
Constats : L'exploitant a effectué le remplacement des bâches destinées à collecter les eaux d'extinction en cas d'accident. Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de tests de vérifications et d'essais périodiques d'utilisation (déploiement des structures) de ces équipements. La vérification périodique de l'ensemble des extincteurs du site par un organisme compétent a été réalisé le 29 août 2023. Le même jour, une formation incendie a été réalisée à destination de 57 personnes de l'établissement. Le registre de l'établissement a été présenté au service de l'inspection. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées pour l'année 2023 sont présents (vérification des dispositifs de désenfumage naturel, système de protection contre la foudre, ...). La vanne de manipulation du bassin de rétention des eaux pluviales permettant l'isolement des eaux du site en cas d'incident n'est pas périodiquement testée.
Observations : La société VIBRANTZ doit fixer les conditions de maintenance et de vérifications périodiques des équipements destinés à collecter les eaux d'extinction d'incendies et de la vanne de sectionnement permettant l'isolement du site. L'exploitant doit transmettre sous un délai de quinze jours au service de l'inspection, la (ou les) procédure(s) relative aux conditions de maintenance et de réalisation périodique des essais accompagné de la prochaine date de réalisation des essais pour la manipulation des bâches et de la vanne de sectionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014. Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026. [...].
Constats : La société VIBRANTZ dispose bien d'un POI. Sa dernière mise à jour a été transmise par courriel le 24 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, mise à jour
Prescription contrôlée : Mise à jour de la situation administrative : Article L.181-14 du code de l'Environnement : [...] En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...]
Constats : Les installations de broyage situés dans le bâtiment n°3 de l'établissement sont soumis au régime d'autorisation sous la rubrique 2515-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a indiqué l'arrêt de ces broyeurs à l'échéance début 2024. Les installations de fusion de matières minérales situées dans le bâtiment n°7 de l'établissement, sont soumises à autorisation au titre des rubriques 2525 et 3340. La société VIBRANTZ a indiqué l'arrêt de quatre fours de fusion à l'échéance début 2024. La mise à l'arrêt de ces installations de production devrait engendrer des conséquences pour d'autres activités présentes sur le site (capacité de stockage de produits entrants, utilités, ...) qui sont également susceptibles d'être classées au titre de la nomenclature des installations classées.
Observations : Conformément à l'article R.181-46 - II du Code de l'Environnement, il appartient à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet de la Haute Marne, toute modification apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La vérification électrique des installations a été réalisée en date du 30 août 2008. L'exploitant a également présenté au service de l'inspection, le rapport Q18 document complémentaire au rapport de vérification électrique qui signale les risques d'incendie et d'explosion pouvant être provoqués à la suite d'anomalies de l'installation électrique. Le rapport fait état de 34 observations dont 24 ont été traitées au jour de l'inspection.
Observations : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection sous un délai ne dépassant pas quinze jours un échéancier de réalisation des non-conformités non traitées à ce jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2010, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, disponibilité de la ressource en eau
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée par l'étang. Une plateforme d'aspiration est aménagée auprès de l'étang pour la mise en station d'engins de pompe ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.
Constats : Le service de l'inspection a visuellement constaté lors la visite d'inspection la présence d'une réserve d'eau constituée par l'étang et équipée d'une plateforme d'aspiration.
Type de suites proposées : Sans suite